Toulouse, le 23 novembre 2016

Communiqué de Presse

Tempête d'austérité à Météo-France : grève ce jeudi 24 novembre

Le conseil d'administration de Météo-France doit entériner ce vendredi 25 novembre une restructuration massive de l'Etablissement. Baisses d'effectifs, fermetures d'implantations, budget contraint... Dans le contrat d'objectifs 2017 – 2021 entre Météo-France et l'Etat, la démarche scientifique passe au second plan derrière les exigences comptables de Bercy.

Les premiers effets sur la qualité des productions de l'Etablissement commencent à se faire sentir. Les météorologues seront en grève ce jeudi 24 novembre pour demander des moyens à la hauteur des enjeux météos et climatiques du XXIe siècle.

Données et illustrations dans le dossier de presse accessible ici.

Au sommaire :

- datas : les baisses d'effectifs de Météo-France depuis 2008 et l'évolution d'ici 2024
- datas : la carte des implantations de Météo-France en 2008, 2017 et les projections pour 2024
- analyse : à quoi sert un service public de la météorologie et du climat ?
- révolution numérique : Météo-France et politiques d'austérité, un exemple à ne pas suivre
- illustration : la carte de Vigilance météo menacée
- illustration : réduction du réseau de mesure, le suivi du climat fragilisé
- datas : depuis un an, des météorologues mobilisés contre vents et marées

---

Météo-France subit des plans de restructuration depuis 8 ans. L'effectif de l'Etablissement est passé de 3700 agents en 2008 à 3000 agents en 2016. Dans le même temps, plus de la moitié des centres météorologiques locaux ont fermé. Alors qu'un bilan de ces baisses de moyens n'a toujours pas été effectué, une nouvelle restructuration vient d'être lancée :

- Fin de l'expertise et du conseil météo local : les centres météorologiques de proximité sont voués à disparaître.
- Nombreuses suppressions de postes : dans les 5 ans à venir, Météo-France perdra 350 emplois sur les 3 000 actuels. Cela portera à plus de 1000 les suppressions de postes en 15 ans.
- Automatisation de la prévision : la baisse de la qualité de l'information météo est assumée par le PDG de Météo-France, M. Lacave, qui déclare : *« Nous n'avons plus les moyens pour consacrer autant d'énergie aux prévisions météo pour Mme Michu »*.

Un an après la COP21 et les ambitions affichées par la France, la poursuite d'économies budgétaires semble plus prioritaire que la recherche sur les risques météorologiques et climatiques.

Les météorologues demandent des recrutements, un budget suffisant, le maintien des centres météorologiques de proximité et la réintégration des activités relevant de la protection des personnes et des biens dans le service public d'Etat.

Contacts de l'intersyndicale météo
CGT : François Giroux : 07 81 04 94 68
Solidaires : José Chevalier : 06.52.28.31.75
FO : Jérôme Lartisant : 06 82 07 80 14